



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement**

**Arrêté N° 23-DCPATE- 93  
mettant en demeure le gérant de la SAS METHA NORD VENDÉE  
située au lieu dit « Coulonges » sur la commune de CUGAND  
de mettre en conformité ses installations de méthanisation**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**Vu** le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment l'article R512-46-23 relatif aux modifications d'une installation classée ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'action national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1 ;

**Vu** le dossier 2018/0795-DB 2019/1292 déposé le 29/01/2019 portant déclaration de l'unité de méthanisation de la SAS METHA NORD VENDÉE, située au lieu dit « Coulonges » sur la commune de CUGAND (preuve de dépôt du 29/08/2019) et modifié le 15/10/2009 (preuve de dépôt A9COZWJMVRG);

**Vu** la proposition, en date du 15 mars 2023, de l'inspecteur de l'environnement de la DDPP de la Vendée à Monsieur le Préfet de Vendée de mettre en demeure la SAS METHA NORD VENDÉE sur la base des constats réalisés lors de l'inspection du 2 mars 2023 ;

**Vu** le rapport de l'inspection du 15 mars 2023 joint à la proposition d'arrêté de mise en demeure ;

**Considérant** qu'il a été constaté lors de ce contrôle que :

- la rétention et la clôture du site n'est pas terminée,

**Considérant** que ce constat constitue un manquement aux prescriptions de :

- l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié par l'arrêté du 17 juin 2021 ;

**Considérant** que face à ce manquement constaté, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le gérant de la SARL METHA NORD VENDÉE de respecter les prescriptions ci-dessus ;

## Arrête

### ARTICLE 1

Le gérant de la SAS METHA NORD VENDÉE, dont l'unité de méthanisation est implantée au lieu dit « Coulonges » sur le territoire de la commune de CUGAND, est mis en demeure de respecter les mesures suivantes :

- mettre en place une capacité de rétention de l'ensemble du site de méthanisation conforme aux prescriptions du point 2.10 de l'annexe I de l'arrêté du 10 novembre 2009 modifié, dans un délai de 12 mois.

### ARTICLE 2

Le gérant de la SAS METHA NORD VENDÉE adresse au préfet, **dans les délais indiqués à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs (courrier explicatif, photos, factures, ...) attestant du respect des dispositions mentionnées à cet article 1.

### ARTICLE 3

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

### ARTICLE 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ce recours n'est pas suspensif.

### ARTICLE 5

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CUGAND pour pouvoir y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – Bureau de l'environnement – section des installations classées (ICPE).

## ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de CUGAND sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de la SAS METHA NORD VENDÉE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le 16 MAI 2023

Le Préfet,  
Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

Anne TAGAND



Arrêté N° 23-DCPATE- 93 mettant en demeure le gérant de la SARL METHA NORD VENDÉE situé au lieu dit « Coulonges » sur la commune de CUGAND de mettre en conformité ses installations.

Article L 171-8 du Code de l'environnement :

*I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.*

*II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :*

*1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.*

*Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'[article 1920 du code général des impôts](#). Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.*

*L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;*

*2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;*

*3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;*

*4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.*

*Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.*

*L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.*

*Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.*

*L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.*